

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)****MARCHÉ PUBLIC PASSE SELON LA PROCEDURE ADAPTÉE**

EN APPLICATION DES ARTICLES R.2123-1 À R.2123-3
DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Maître de l'ouvrage/Acheteur

ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES
SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE D'ILE-DE-FRANCE

Représentant de l'acheteur

Sous réserve de changement ultérieur par décision de l'acheteur :
Bureau conduite des opérations de la Division investissements du service d'infrastructure de la défense
d'Ile-de-France

Objet du marché

Saint Germain en Laye – Quartier Général des Loges – Extension des bâtiments 97 et 98
Assistance à la maîtrise d'ouvrage relative aux aspects thermiques du projet
en vue du respect de la RE 2020

SOMMAIRE

ARTICLE 1. - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1. - OBJET DU MARCHE.....	4
1.2. - LE PROJET	4
1.3. - DECOMPOSITION DE LA MISSION EN TRANCHES.....	5
1.4. - DECOMPOSITION EN PARTIES TECHNIQUES.....	5
1.5. - PRESTATIONS INTERESSANT LA DEFENSE	5
1.6. - INTERVENANTS.....	6
ARTICLE 2. - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	7
2.1. - PIECES PARTICULIERES CONTRACTUELLES.....	8
2.2. - PIECES PARTICULIERES NON CONTRACTUELLES	8
2.3. - PIECES GENERALES CONTRACTUELLES.....	8
2.4. - PIECES GENERALES NON-CONTRACTUELLES.....	9
2.5. - PIECES A DELIVRER AU TITULAIRE – CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES.....	9
ARTICLE 3. - MISSIONS DU TITULAIRE.....	9
3.1. - PARTIE TECHNIQUE N°1 : PHASE DE CONCEPTION	9
3.2. - PARTIE TECHNIQUE N°2 : PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	9
3.3. - PARTIE TECHNIQUE N°3 : EXECUTION DES TRAVAUX	10
3.4. - PARTIE TECHNIQUE N°4 : RECEPTION DE L’OUVRAGE	11
ARTICLE 4. - DELAIS D’EXECUTION DES PRESTATIONS - PENALITES.....	12
4.1. – DELAIS	12
4.2. - PENALITES	12
ARTICLE 5. - LIVRABLES.....	13
5.1. - PRESENTATION DES LIVRABLES.....	14
5.2. LA CHARTE RELATIONS FOURNISSEURS RESPONSABLES (RFR).....	14
ARTICLE 6. - PRESTATIONS – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	14
6.1 – CONTENU DES PRIX.....	14
6.2 - LES SUJETIONS D’EXECUTION SUIVANTES SONT PRISES EN COMPTE :	14
6.3 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	15
6.3 - VARIATION DANS LES PRIX.....	16
6.4 - DELAIS GLOBAUX DE PAIEMENT.....	17
6.5 - FACTURATION	18
6.6 - INTERETS MORATOIRES	18
6.7 - PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	18
ARTICLE 7. - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	19
7.1 - RETENUE DE GARANTIE.....	19
7.2 - AVANCES	19
ARTICLE 8. - ADMISSION DES LIVRABLES ET PRESTATIONS	20
8.1. OPERATIONS DE VERIFICATION.....	20
8.2. ADMISSION DES LIVRABLES.....	20
8.3 - ADMISSION DES PARTIES TECHNIQUES	20
8.4 - ACHEVEMENT DE LA MISSION	21
ARTICLE 9. - ARRÊT DE L’EXÉCUTION DES PRESTATIONS	21
ARTICLE 10. RESILIATION DU MARCHE	21
10.1. RESILIATION POUR MOTIF D’INTERET GENERAL	21
10.2. RESILIATION POUR AUTRES MOTIFS	21
ARTICLE 11. – PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	22
11.1. REGIME DES CONNAISSANCES ANTERIEURES.....	22
11.2. SAVOIR-FAIRE	22
11.3. REGIME DES RESULTATS.....	22

11.4. DESTRUCTION DES DONNEES.....	22
ARTICLE 12. - NON CANDIDATURE AUX MARCHES DE CONCEPTION ET DE REALISATION.	22
ARTICLE 13. – OBLIGATION DE TRANSMISSION DE DOCUMENTS.....	23
13.1. APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL.....	23
13.2. ASSURANCES.....	23
ARTICLE 14. – DIFFERENST ET LITIGES.....	23
ARTICLE 15. - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	24

ARTICLE 1. - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

Préliminaire : le cahier des clauses administratives générales de prestations intellectuelles (C.C.A.G PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 est applicable au présent marché. La liste des dérogations à ce document appliquées par le présent C.C.P. figure en dernière page.

Préambule : L'acheteur est le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire.

1.1. - Objet du marché

Le présent marché a pour objet une assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'opération suivante :

Saint Germain en Laye – Quartier Général des Loges – Extension des bâtiments 97 et 98

**Assistance à la maîtrise d'ouvrage relative aux aspects thermiques du projet
en vue du respect de la RE 2020**

1.1.1. Description de l'opération

Dans le cadre de la manœuvre immobilière au Quartier Général des Loges (QGL), le Centre Ministériel de Gestion (CMG) de Saint-Germain-en-Laye est installé dans les bâtiments 097 et 098. Toutefois, ces 2 bâtiments présentent divers dysfonctionnements :

- Exiguïté de certains bureaux ;
- Accumulation des dossiers administratifs : problèmes de circulation entre les armoires dans les pièces de stockage, dossiers d'accès dangereux dans les armoires murales ;
- Stockages des dossiers administratifs dans les couloirs ou les salles de convivialité : problèmes de confidentialité ;

La présente opération vise ainsi à créer des surfaces complémentaires par extension sur 2 niveaux du bâtiment 98.

1.1.2. Description du site / Contraintes urbanistiques

L'emprise du projet se situe au sein du Quartier Général des Loges sur la commune de Saint Germain en Laye (78), Parcelle n°000 1 144

Le site est couvert par le PLU de Saint Germain en Laye, approuvé le 18/10/2005 et révisé le 30/09/2021. L'emprise se situe en zone UCm, correspondant aux secteurs à dominante militaire.

1.1.3. Description des bâtiments

Numéro du bâtiment	Dénomination D'usage	Emprise (m²)	Surface utile (m²)	Utilisation actuelle	Utilisation future envisagée	Année de construction
97	Bâtiment 97 - CMG	1000	1766	Bureaux	Bureaux	2000
98	Bâtiment 98 – CMG	960	1659	Bureaux	Bureaux	2000

1.2. - Le projet

Les travaux consistent en la construction de l'extension du bâtiment 98 vers le bâtiment 97. Cette extension devra permettre d'augmenter d'au moins 20 postes le nombre de poste de travail du CMG et intégrera un monte-charge. L'opération prendra en compte le changement d'affectation de certains locaux actuels des bâtiments 97 et 98.

Dans le but de répondre au besoin de l'utilisateur tout en étant en adéquation vis-à-vis des contraintes calendaires et environnementales du site, la maîtrise d'œuvre s'oriente vers une solution de construction en bois en éléments préfabriqués. Cette solution technique sera toutefois à figer en phase de conception.

1.3. - Décomposition de la mission en tranches

La mission n'est pas divisée en tranches.

1.4. - Décomposition en parties techniques

Les prestations sont scindées en quatre (4) parties techniques au sens de l'article 22 du C.C.A.G./P.I. définies ci-après :

Partie technique	Missions
Partie technique 1	Phase de conception
Partie technique 2	Passation du marché de travaux
Partie technique 3	Exécution des travaux
Partie technique 4	Réception de l'ouvrage

1.5. - Prestations intéressant la défense

1.5.1. - Obligations de discrétion

Tout personnel de la société ayant à intervenir à un moment quelconque du déroulement de l'opération détient les informations s'y rapportant à titre confidentiel. Il doit en faire un usage strictement personnel pour l'exercice exclusif de sa mission et s'interdire toute diffusion, même à ses proches, d'informations portant sur les études et prestations concernées.

En application de l'article 5.1 du CCAG/PI, le titulaire est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que des informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers. Il doit notamment informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit aussi s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Pour tout manquement aux obligations de discrétion du titulaire, le marché peut être résilié aux frais et aux torts du cocontractant dans les conditions fixées à l'article 39 du C.C.A.G P.I, sans qu'il puisse prétendre à une indemnisation et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

1.5.2. - Mesures de sécurité propres à la Défense

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent la Défense ; le titulaire doit en conséquence se conformer aux stipulations du C.C.A.G/PI notamment en son article 5.3.

L'entreprise est informée que l'ensemble du personnel participant aux prestations fera l'objet d'une enquête administrative (contrôle primaire) dès la notification du marché. L'enquête administrative est effectuée dans un délai moyen de deux mois. La délivrance des autorisations peut varier en fonction de la nationalité de la personne physique, en raison des formalités et complications que peut générer la coopération avec les autorités étrangères. Le représentant de l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable de l'allongement du délai d'instruction des demandes d'autorisation qui serait lié à la nationalité étrangère du personnel.

Le titulaire est informé que toute personne faisant l'objet d'une enquête administrative « avec réserve » se verra automatiquement refuser l'accès au site. Le titulaire s'engage dans cette hypothèse à remplacer

les personnels faisant l'objet d'un avis défavorable. Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

1.5.3. - Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant aux prestations sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le représentant de l'acheteur. Cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D 1221-24 du code du travail, le représentant de l'acheteur exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du site.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le site sont en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Le titulaire devra s'engager à tenir à jour cette liste nominative.

1.5.4. Contrôle des accès

Pour être admis à pénétrer et à circuler dans l'enceinte militaire, tous les personnels des entreprises devront être munis du laissez-passer qui leur sera fourni par l'officier de sécurité du site. La demande pour tout laissez-passer devra être présentée au représentant de l'acheteur dans les délais qui seront précisés dès la notification du marché. Ce laissez-passer comporte une photographie et des renseignements issus de la carte d'identité ou du titre de séjour pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des prestations.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en connaître le motif.

1.5.5 - Restrictions diverses

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le représentant de l'acheteur en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

1.5.6.- Le marché est un « contrat classé »

Sans objet.

1.4.7.- Protection des données à caractère personnel (RGPD).

Sans objet.

1.6. - Intervenants

1.6.1. - Représentant de l'acheteur

En précision de l'article 3.3 du CCAG/PI, l'acheteur désigne le chef du bureau conduite des opérations de la division investissement, représentée par le chef de pôle conduite des opérations n°2 de Saint-Germain-en-Laye, comme personne physique habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché, dès sa notification. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire, les décisions nécessaires engageant l'acheteur.

1.6.2. - Personne représentant le titulaire

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG/PI, le titulaire désigne dans l'acte d'engagement la ou les personnes physiques habilitées à le représenter (titulaire physique et remplaçant) dans sa mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Les documents et avis devront être signés par la personne nommément désignée.

En cas de changement de la ou des personnes physiques précédemment désignées, le titulaire devra en informer par écrit et sans délai le représentant de l'acheteur conformément à l'article 3.4.3 du CCAG/PI pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. L'acheteur se réserve la possibilité de rejeter une telle demande si les compétences ou l'expérience de la personne physique sont inadaptées ou insuffisantes.

Il appartient au titulaire de définir le nombre, les durées et horaires de présence, et la qualité du personnel mis en place pour faire face à ses obligations contractuelles.

1.6.3. - Sous-traitance

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC (<https://subcllic.com/>). Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 6 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du contrat.

Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est annexé au présent C.C.P.

Si le titulaire désire, durant l'exécution du marché, modifier le montant des prestations sous-traitées, il devra en faire préalablement la demande au représentant de l'acheteur par une demande d'acte spécial modificatif.

L'acte spécial devra être adressé au représentant de l'acheteur.

Conformément à l'article L2193-8 du Code de la commande publique, toute demande de sous-traitance anormalement basse ou de modification de sous-traitance au moment de l'exécution du marché, remettant en cause le marché initial, se verra être refusée.

1.6.4. Autres intervenants

Le cas échéant, le nom et les missions d'autres intervenants seront communiqués au titulaire en cours d'exécution du marché.

ARTICLE 2. - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles qui constituent le présent marché sont indiquées ci-après par ordre de priorité. Ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en cas de contradiction ou de différence entre elles.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son annexe, la pièce principale prévaut. En cas de contradiction entre deux annexes, l'annexe dont le numéro est le moins élevé prévaut.

2.1. - Pièces particulières contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

- 1) L'Acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles,
- 2) Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) et assorti des documents ci-après :

NUMERO	DESIGNATION
1/	Plan de masse du site
2/	Plan RDC du bâtiment 97
3/	Plan R+1 du bâtiment 97
4/	Plan RDC du bâtiment 98
5/	Plan R+1 du bâtiment 98
6/	Planche A0 1 : - Elévation Nord-Est - Elévation Sud-Est
7/	Planche A0 2 : - Principe structurel - Coupe transversale AA' - Coupe partielle - Insertion graphique
8/	Planche A0 3 : Plan projet Rez-de-chaussée
9/	Planche A0 4 : Plan projet Etage

3) Actes spéciaux de sous-traitance étant établi que le montant de ces actes spéciaux ne modifiera pas les documents de décomposition du prix global et forfaitaire et que les montants éventuellement sous-traités ne pourront être supérieurs aux prix correspondants mentionnés dans les documents de prix.

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seul foi.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son annexe, la pièce principale prévaut.

2.2. - Pièces particulières non contractuelles

Les pièces ci-dessous sont contenues dans le dossier de consultation mais ne sont pas contractuelles :

- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;

2.3. - Pièces générales contractuelles

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 6-3-2 sauf pour celles dont l'application immédiate est rendue obligatoire par la réglementation française :

- 1) Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui le modifie ;

2.4. - Pièces générales non-contractuelles

- 1) L'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense

2.5. - Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement de créances

Conformément à l'article 4.2.2 du C.C.A.G./P. I, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui seront alors délivrées en unique exemplaire et gratuitement.

ARTICLE 3. - MISSIONS DU TITULAIRE

Conformément à l'article 1.1 du présent CCP, le marché est divisé en quatre (4) parties dites techniques au sens de *l'article 22 du CCAG-PI*.

La mission d'assistance à la MOA et à la MOE portant sur le respect de la réglementation énergétique 2020 ou RE2020 débutera par une réunion de lancement de la mission où seront présentés le projet et ses intervenants, les contraintes techniques, énergétiques et environnementales, et sera suivie d'une visite de site. Ensuite, le titulaire conseillera et assistera la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre durant les différentes phases du projet en vue de l'obtention de la certification RE 2020.

3.1. - Partie technique n°1 : Phase de conception

Le titulaire devra rédiger une notice d'information à destination de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre, relative aux évolutions majeures de la RE2020 vis-à-vis de la RT2012.

Le titulaire devra étudier, émettre un avis et des propositions d'amélioration sur l'avant-projet de l'opération, comprenant à minima : une étude thermique selon la RE2020 avec notamment le calcul du Bbio, du CEP, de l'ACV et fournira un rapport de synthèse de l'étude thermique, la définition des orientations architecturales et les mesures constructives et les solutions techniques à considérer pour le respect de la réglementation environnementale en vigueur.

Il réalisera notamment :

- Calcul selon la RE 2020 des indicateurs suivants : Bbio, CEP, ACV, IC_{Construction}, IC_{Énergie} et autres ;
- Des études thermiques dynamiques nécessaires aux établissements des documents administratifs réglementaires, accompagnée de notes de calcul conforme à la réglementation environnementale 2020 et tous autres rapports de synthèse.
- Une évaluation des consommations d'énergie ainsi que des gaz à effet de serre.

Cette étude thermique sera mise à jour selon les évolutions du projet. Cette étude sera jointe au dossier lors du dépôt du permis de construire.

Les livrables attendus durant la partie technique n°1 sont donc :

- Notice d'information RE2020 au profit de la MOA ;
- Etude thermique à intégrer dans le PC.

3.2. - Partie technique n°2 : Passation des marchés de travaux

Le titulaire assistera le maître d'œuvre à la passation des marchés de travaux. A cette occasion, il sera prévu au minimum une réunion de travail d'une demi-journée avec le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage. Ces réunions se tiendront dans les locaux de l'établissement du service d'infrastructure de la défense « d'Île-de-France » situés sur la base des Loges de Saint-Germain-en-Laye.

Durant la phase de rédaction des DCE, le titulaire aura pour mission de conseiller le maître d'œuvre interne et de proposer les choix apportés dans le DCE. Le titulaire rédigera les parties des CCTP des différents lots de travaux portant sur l'isolation, les CVC et les menuiseries extérieures.

Il intégrera notamment dans ces parties de CCTP, les clauses et prescriptions techniques conformes à la réglementation thermique en vigueur. Il fournira par ailleurs des critères spécifiques à inclure dans le règlement de consultation afin de s'en assurer.

Le titulaire devra assister le maître d'œuvre pour l'élaboration du cadre de la DPGF, et le conseiller sur les fiches techniques de matériels et matériaux à demander dans l'offre.

Une attention particulière sera portée aux descriptions :

- Des performances des matériaux et matériels ;
- Des détails techniques liés à l'étanchéité à l'air et au traitement des liaisons sensibles (notamment des ponts thermiques) ;
- Des protocoles de contrôles à réaliser en cours et à la réception pour chaque lot.

Le titulaire présentera sous la forme d'un livrable les paragraphes à intégrer au CCTP ainsi que les critères d'évaluation des entreprises sur le volet thermique.

Durant la phase d'évaluation des offres des entreprises, le titulaire vérifiera que les moyens mobilisés par les entreprises sont cohérents avec les attendus énoncés sur le volet thermique ; il réalisera une proposition de notation des offres sur les points énoncés dans le DCE concernant le volet thermique du projet.

Le titulaire devra également la réponse aux questions des soumissionnaires pour les lots le concernant.

Les livrables attendus durant la partie technique n°2 sont donc :

- La section technique du CCTP portant sur l'isolation thermique extérieur et DPGF associée ;
- La section technique du CCTP portant sur les menuiseries extérieures et DPGF associée ;
- La section technique du CCTP portant sur les CVC compris les différentes pièces graphiques et DPGF associée;
- La proposition de notation des entreprises sur les critères du volet thermique.

3.3. - Partie technique n°3 : Exécution des travaux

Le titulaire du présent marché sera :

- Destinataire d'un exemplaire du marché de travaux ;
- Informé par le maître d'ouvrage de la date du début des travaux et du calendrier prévisionnel des travaux.

Le titulaire devra, durant l'entière du délai de réalisation, le visa des fiches techniques des matériaux ayant un impact sur le respect de la RE 2020, à savoir notamment, l'isolation, les menuiseries extérieures, les CVC et pour toute fiche produit que la maîtrise d'œuvre lui soumettrait. En outre, le titulaire devra tenir à jour la liste des visas émis et devra être en mesure de la transmettre à la maîtrise d'œuvre sous 24h.

3.3.1. - Certification RE 2020

Au cours de la période d'exécution des travaux, une attention particulière sera portée aux descriptions :

- Des performances des matériaux et matériels ;
- Des détails techniques liés à l'étanchéité à l'air et au traitement des liaisons sensibles (notamment des ponts thermiques) ;
- Des protocoles de contrôles à réaliser en cours et à la réception pour chaque lot.

Le titulaire vérifiera notamment que les moyens mobilisés par les entreprises et les moyens imposés pour le chantier sont pertinents vis-à-vis de la réglementation en vigueur. Il vérifiera également que les choix techniques et architecturaux arrêtés à l'avant-projet soient respectés et conformes aux validations faites aux phases antérieures : voir FDE p. 16/17.

3.3.2. - Simulation énergétique dynamique (SED)

Le titulaire devra rédiger une notice d'information à destination de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre, relative à la SED, comprenant à minima, le mode de réalisation de cette simulation et les informations à prendre en compte.

La simulation énergétique dynamique comprendra à minima les éléments suivants :

- Etude du mode de chauffage (système) ;
- Etude des consommations ;
- Impact de la ventilation sur les consommations ;
- L'analyse des possibles dérives de consommation au regard de l'occupation et de l'exploitation du bâtiment ;
- L'estimation des coûts d'exploitation.

Le titulaire fournira un rapport de présentation de cette simulation.

3.3.3. - Pilotage des pré-tests et tests de perméabilité à l'air en cours de chantier

Les pré-tests et tests de perméabilité à l'air ont pour objet de garantir le clos et couvert et de valider le travail des différents corps d'états qui sont intervenus sur le chantier. Le titulaire aura pour mission le pilotage des pré-tests et des tests de perméabilité à l'air.

La mission du titulaire comprendra le pilotage de ces pré-tests et tests :

- Élaboration de préconisations avant leur réalisation ;
- Présence sur le chantier lors de leur réalisation ;
- Vérification et avis sur les rapports de pré-tests et tests.

3.3.4. - Participation aux réunions

Le titulaire assistera aux réunions de chantier auxquelles il aura été convoqué. Celle-ci seront systématiquement couplées à une visite de chantier, en présence des interlocuteurs jugés nécessaires. Un total de six (6) réunions d'une demi-journée sont envisagées sur la phase d'exécution des travaux.

Le titulaire vérifiera lors de ses visites et des réunions que les exigences en matière de performance énergétique fixées par la réglementation environnementale 2020 sont bien respectées.

Il établira à l'issue de chaque réunion, à destination du maître d'ouvrage, un compte-rendu de ses observations faites sur le chantier, assorti si besoin de toute proposition jugée nécessaire. La maîtrise d'œuvre et les entreprises seront mis en copie des documents. Les instructions au maître d'œuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier ne seront données que par l'intermédiaire du maître d'ouvrage.

Les livrables attendus durant la partie technique n°3 sont donc :

- Livrable contenant la SED ;
- Livrable des préconisations avant les pré-tests et test d'étanchéité à l'air
- Livrable sur la vérification et l'avis sur les rapport d'étanchéité aux pré-test et test d'étanchéité ;
- Un compte rendu-rendu des observations réalisées au cours des réunions de chantier ;

3.4. - Partie technique n°4 : Réception de l'ouvrage

Au cours de la phase des OPR et de la livraison des bâtiments, le titulaire aura une mission de validation des performances énoncées dans l'avant-projet concernant la réglementation environnementale en vigueur, ce qui induit l'atteinte des performances visées en matière de réduction des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre. Cette validation fera l'objet d'un rapport.

Une réunion d'une demi-journée sera planifiée afin de permettre au titulaire de présenter à la maîtrise d'ouvrage les résultats des tests et du contrôle des performances énergétiques conforme à la RE2020.

Dans un second temps, le titulaire veillera à l'exactitude des documents fournis au DOE par les entreprises de travaux.

Le titulaire du présent marché aura pour mission l'élaboration d'un document de préconisations pour le bon maintien en condition des équipements. Ces préconisations permettront de maintenir les

performances énergétique et environnementale des équipements dans le temps.

Les livrables attendus durant la partie technique n°4 sont donc :

- Livrable de validation des performances thermiques énoncées dans l'avant-projet ;
- Livrable contenant la vérification des DOE des titulaires des marchés de travaux prouvant le respect de la RE 2020 ;
- Livrable contenant les préconisations du maintien en condition pour maintenir les performances énergétiques du bâtiment.

ARTICLE 4. - DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS - PENALITES

4.1. – Délais

Les délais prévisionnels d'exécution du marché sont renseignés à l'article 3 de l'Acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG/PI, les dates de début et de fin d'exécution des prestations de chacune des parties techniques seront fixées par ordre de service.

En application de l'article 22 du CCAG-PI, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des parties techniques.

Le marché dans sa globalité prend fin selon les modalités de l'article 10 du C.C.P.

A titre indicatif, la durée globale du marché est estimée à soixante-seize (76) semaines (**hors délais de validation du représentant de l'acheteur**).

Partie technique	Mission	Délais
Partie technique 1	Phase de conception	4 semaines
Partie technique 2	Passation du marché de travaux	4 semaines
Partie technique 3	Exécution des travaux	60 semaines
Partie technique 4	Réception de l'ouvrage	8 semaines

4.2. - Pénalités

Il est précisé que les pénalités prévues au présent C.C.P. peuvent se cumuler.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire n'est pas automatiquement exonéré des pénalités qui ne dépasseraient pas 1 000 € H.T.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, les pénalités pour retard sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le représentant de l'acheteur, hormis les documents faisant l'objet d'une demande spécifique par OS qui feront l'objet d'une mise en demeure préalable avec mention d'une date limite.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total du marché.

4.2.1. - Pénalités pour retard dans la remise des documents d'étude avant et pendant l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G./P.I., cette pénalité est applicable sur simple constatation à compter du lendemain suivant le dernier jour du délai imparti pour fournir le document.

A la réception du document concerné, le représentant de l'acheteur établit par OS le décompte des jours de retard et le montant des pénalités appliquées.

<i>Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, en cas de retard dans la remise des documents le titulaire du marché encours une pénalité de</i>	
Pour chaque livrable	200 € HT / livrable / jour calendaire
Pour tout autre document	200 € HT / document / jour calendaire
Dans l'exécution des prestations	250 € HT / jour calendaire

4.2.2. - Pénalités diverses.

PENALITES DIVERSES	
<i>Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI</i>	
Objet	Montant en €
<i>Sous-traitance illégale</i>	
<p><i>Le titulaire du marché encourt une pénalité pour sous-traitance constatée n'ayant pas fait au préalable l'objet d'une déclaration de sous-traitance réalisée sur le site de la société SUBCLIC comme mentionné à l'article 1.6.3, acceptée par le représentant de l'acheteur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Ces pénalités font l'objet d'une décision du représentant de l'acheteur notifiée par ordre de service.</i></p> <p><i>Le titulaire est tenu d'inclure dans le contrat sous-traité et dans l'acte spécial qu'il présente au représentant de l'acheteur une clause prévoyant « la résiliation du contrat sous-traité entre le sous-traitant et le titulaire et la résiliation de l'acte spécial » dans le cas où le sous-traitant fait pénétrer une autre entreprise n'ayant pas fait l'objet de l'acceptation du représentant de l'acheteur et de l'agrément de ses conditions de paiement (« sous-traitance occulte »). Cette mesure est valable pour toute entreprise (sous-traitance indirecte). Le titulaire reste responsable de ses sous-traitants et des entreprises qu'ils font pénétrer sur le chantier.</i></p>	2000 € HT/sous-traitance
<i>Lutte contre le travail dissimulé</i>	
<p><i>Lorsque l'acheteur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé de réception de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.</i></p> <p><i>Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail pour répondre à l'injonction de l'acheteur.</i></p>	10% du montant hors taxes du marché, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.
<i>Absences aux réunions</i>	
<p><i>Une réunion d'avancement a lieu sur convocation du représentant de l'acheteur. Le compte-rendu de chaque réunion est notifié au titulaire par ordre de service. Les comptes rendus de réunions d'avancement valent convocation des entreprises lorsqu'ils mentionnent les informations pour la réunion suivante. Les réunions d'avancement sont obligatoires pour le titulaire.</i></p>	150 € HT/absence.
<i>Non-remise du laissez-passer</i>	
<i>La non remise du badge de laissez-passer</i>	50€

ARTICLE 5. - LIVRABLES

La nature et le nombre de livrables sont déterminés à l'article 3 du présent C.C.P.

5.1. - Présentation des livrables

Le titulaire fournira chaque livrable en version informatique (fichier « .PDF » et fichier natif) ainsi qu'une version en papier recyclé. Les plans, documents, dossiers et supports informatiques devront être soigneusement conditionnés. Sur tous les documents remis figureront les précisions suivantes :

- Nom du titulaire ;
- Date d'exécution des prestations ;
- Cartouche et logotype du SID d'Ile-de-France ;
- Encart « Diffusion Restreinte » en rouge sur toutes représentation graphique intérieure du bâtiment.

Chaque livrable sera présenté au représentant de l'acheteur dans le cadre d'une réunion organisée entre les parties à cet effet. Plusieurs livrables pourront être présentés lors d'une même réunion, avec accord préalable du représentant de l'acheteur.

Un canevas type du programme sera fourni au titulaire par le représentant de l'acheteur. Le titulaire pourra proposer des ajouts sur la base de ce canevas type.

Tous les documents mis à disposition du représentant de l'acheteur seront de préférence au format dématérialisé et /ou sur supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (label FSC, PEFC ou équivalent).

5.2. La charte Relations Fournisseurs Responsables (RFR)

Le ministère des armées a obtenu le label « relations fournisseurs et achats responsables », (RFAR) adossé à la norme ISO 20400:2017 « Achats Responsables – Lignes directrices », délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats. A ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) et label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère des armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes. La médiation des entreprises (en association avec le conseil national des achats (CNA)) vous accompagne dans cette démarche – pour toute information : Site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

ARTICLE 6. - PRESTATIONS – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

6.1 – Contenu des prix

Les prix du marché sont établis hors T.V.A.

6.2 - Les sujétions d'exécution suivantes sont prises en compte :

- les dépenses liées aux mesures de sécurité particulière à prendre du fait des risques d'interférence entre les travaux, objet du présent marché et les activités de l'organisme utilisateur du Ministère des Armées ;
- les dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes et règlements édictés par le chef de corps ou d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure sur les lieux d'exécution des prestations.

Le temps minimum indiqué pour les réunions s'entend du temps effectif sur site hors temps consacré aux formalités d'accès au site et hors temps de trajet.

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont rémunérées en euros par l'application d'un prix global et forfaitaire précisé à l'article 2 de l'acte d'engagement.

6.3 - Modalités de règlement des comptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet de paiements partiels et, le cas échéant, d'acomptes puis d'un solde dans les conditions suivantes :

- Après achèvement de chacune des parties techniques définies à l'article 1.3 du présent C.C.P. ;
- Toutefois, lorsque les prestations d'une partie technique s'exécutent sur une durée supérieure à trois mois, elles font l'objet d'acomptes versés trimestriellement.

Dans le cas où le titulaire serait une PME, conformément aux dispositions de l'article R.2191-22 du Code de la commande publique, les acomptes seront, sur sa demande écrite, versés mensuellement à compter du premier mois échu et leur montant sera calculé au prorata des prestations réellement achevées.

Les prestations incluses dans les phases décrites à l'article 1.3 du présent C.C.P. ne peuvent faire l'objet de paiements partiels définitifs qu'après leur achèvement total et leur admission par le représentant de l'acheteur conformément à l'article 8 du présent C.C.P.

Les demandes d'acomptes seront établies **impérativement** sous forme de facture avec une fiche de situation de prestations, basée sur le document de prix initial.

6.3.1 - Acomptes

6.3.1.1 - Demande d'acompte

La demande d'acompte est établie par le titulaire sous forme de facture. Elle comporte le compte rendu d'avancement de la partie technique considérée ainsi que le pourcentage d'avancement de son exécution. Si besoin, un mémoire justifie les sommes auxquelles prétend le titulaire.

Ce pourcentage, après accord du représentant de l'acheteur, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

6.3.1.2 - Acompte

A partir de la demande d'acompte présentée sous forme de facture par le titulaire le représentant de l'acheteur établit l'état de l'acompte à verser au titulaire. Par dérogation à l'article 11.3.2 du C.C.A.G./P.I., le représentant de l'acheteur tient compte, sur proposition du titulaire, de l'effet de la variation prévue par l'article 6.3 du C.C.P. ainsi que des pénalités et réfections applicables.

Les prestations incluses dans les parties décrites à l'article 1.3 du présent C.C.P. ne peuvent faire l'objet de paiements partiels définitifs qu'après leur achèvement total et leur admission par le représentant de l'acheteur, conformément à l'article 8 du présent C.C.P.

Les demandes de paiement seront établies **impérativement** avec une fiche de situation de prestations.

6.3.2 - Paiement partiel

Pour l'application des dispositions de l'article 11.7, du C.C.A.G./P. I, chaque phase technique décrite à l'article 1.3 du présent C.C.P donnera lieu à paiement partiel définitif.

6.3.2.1 - Facture partielle

Après admission des prestations d'une des parties techniques décrites à l'article 1.3 du présent C.C.P., le titulaire remet au représentant de l'acheteur une facture des sommes dont il demande le paiement. Cette facture comporte notamment une récapitulation des acomptes versés et, éventuellement, le montant du solde restant dû.

Le représentant de l'acheteur peut rectifier la facture.

Dans ce cas, la facture rectifiée est notifiée au titulaire qui dispose d'un délai de 45 jours maximum pour en contester éventuellement le montant. Passé ce délai, le montant de la facture devient définitif

6.3.2.2 - Paiement partiel

Le montant de la facture est établi par le représentant de l'acheteur. Il correspond au montant des sommes dues au titulaire pour la partie technique considérée, diminué, le cas échéant, du montant cumulé des acomptes payés pour cette partie technique.

6.3.3 - Solde

6.3.3.1 - Facture finale

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 8 du présent C.C.P., le titulaire adresse au représentant de l'acheteur une facture finale correspondant aux prestations fournies.

Cette facture présentera un récapitulatif des paiements partiels déjà réglés ainsi que du solde à verser dont le montant est égal au montant du paiement partiel définitif correspondant à la dernière partie technique réalisée.

Le représentant de l'acheteur peut rectifier la facture finale. Dans ce cas, la facture rectifiée est notifiée au titulaire qui dispose d'un délai de 45 jours maximum pour en contester éventuellement le montant. Passé ce délai, le montant de la facture devient définitif.

6.3.3.2 - Solde

Après réception de la facture finale et constatation de l'achèvement de la partie technique considérée dans les conditions prévues à l'article 8 du C.C.P., le représentant de l'acheteur admet la mission par décision et met en œuvre son paiement final et définitif.

6.3 - Variation dans les prix

6.3.1 - Mode de variation des prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût de la prestation sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

Les prix sont fermes et actualisables suivant les modalités fixées ci-après.

6.3.2 - Mois d'établissement du prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « **mois zéro** » (mois M_0).

6.3.3 - Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix du marché est l'**index INGENIERIE** créé par la circulaire économie et finances C.C.M./121 du 19 février 1974 (base 100 en janvier 2010).

6.3.4 - Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte du mois n est donné par la formule suivante :

$$C_n = 0,125 + 0,875 (I_n/I_0)$$

dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché respectivement au mois zéro et au mois n .

En cas de prix nouveaux, ceux-ci seront établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix selon la formule suivante : $PN \times (Io / In)$ dans laquelle, Io et In représentent respectivement l'index du mois zéro et l'index connu au jour d'établissement du prix nouveau (PN).

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

6.3.5 - Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur de la T.V.A.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du solde en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants, sauf disposition particulière édictée en vertu de la réglementation générale des prix.

6.4 - Délais globaux de paiement

Le paiement des acomptes, des paiements partiels définitifs et du solde interviendra dans un délai maximum de **30 jours**.

6.4.1 - Point de départ du délai global de paiement

Pour les avances avant acomptes

Le paiement de l'avance intervient dans un délai maximum de 30 jours, compté à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché si un tel acte est prévu, ou à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Pour les acomptes

Pour un acompte, le point de départ du délai global de paiement est la date de réception par le représentant de l'acheteur de la demande de paiement du titulaire ou la date d'achèvement des prestations faisant l'objet dudit paiement lorsque cette dernière date est postérieure à la date d'admission par le représentant de l'acheteur de la demande de paiement du titulaire.

Pour les paiements partiels et le solde

Le point de départ du délai global de paiement pour un paiement partiel définitif ou pour le solde, est la date d'admission par le représentant de l'acheteur de la demande de paiement du titulaire, ou la date de la notification de la décision d'admission de la partie technique considérée, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

6.4.2 - Suspension du délai global de paiement

En cas de remise par le titulaire d'une demande de paiement jugée incomplète, le représentant de l'acheteur peut suspendre le délai global de paiement défini ci-dessus pour chaque acompte, paiement partiel définitif ou pour le solde. Cependant le délai global de paiement ne peut être suspendu qu'une fois par acompte, paiement partiel définitif ou pour le solde.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement de l'acompte, du paiement partiel définitif ou du solde correspondant est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par le représentant de l'acheteur, un nouveau délai global de paiement est ouvert.

Ce nouveau délai est égal :

- Au solde restant à courir à la date de suspension, si ce solde est supérieur à 25 jours ;

- À 25 jours, si ce solde est inférieur ou égal à 25 jours.

6.5 - Facturation

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, l'obligation de transmettre à l'Etat les factures au format dématérialisé s'impose depuis le 1er janvier 2020 pour toutes les entreprises.

Le service fait doit être réalisé avant le dépôt de la facture sur le portail Chorus Pro.

Ce portail est accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Il est nécessaire, au préalable, d'avoir créé son compte sur Chorus Pro.

Avant de pouvoir déposer sa facture, le titulaire doit disposer des 3 éléments suivants :

- **le code SE (N° SE : D10711L078) ;**
- **le numéro SIRET ETAT 11000201100044 ;**
- **le numéro d'engagement juridique.**

Les factures seront déposées dans l'onglet « factures émises ». Pour toutes questions relatives au paiement sur états d'acompte, écrire à l'adresse suivante :

esid-ile-de-france.charge-fin.fct@intradef.gouv.fr

Chaque demande de paiement, transmise au plus tôt à la date à laquelle les paiements seront exigibles, sera adressée en toutes lettres, datée, signée et devra comporter les éléments suivants :

- le numéro du marché (et numéro d'EJ Chorus) et sa date de notification ;
 - les prestations auxquelles se rapporte la demande de paiement ;
 - le cas échéant, le numéro du ou des bon(s) de livraison ;
 - la raison sociale exacte du titulaire (ou du sous-traitant), son numéro d'inscription au registre du commerce, son numéro d'identification SIRET et la domiciliation des paiements (demande établie sur papier à en-tête de l'entreprise).
- Le comptable assignataire chargé des paiements est :

Direction Départementale des Finances Publiques des Landes

Service dépenses militaires – B.P. 20175

40003 Mont de Marsan Cedex

6.6 - Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires mentionnés à l'article L.2192-13 du Code de la commande publique est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 €, due le 1^{er} jour de retard, s'ajoute systématiquement aux intérêts moratoires.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la mise en paiement du principal inclus.

6.7 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

6.7.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre :

- les renseignements mentionnés à l'article R.2193-1 du Code de la commande publique ;
- le compte à créditer ;

- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du Code de la commande publique ;
- le comptable assignataire des paiements.

6.7.2 - Modalités de paiement direct

En cas de groupement

La remise de la facture à l'acheteur par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer à chacun des membres du groupement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le contrat.

En cas de sous-traitance

Pour les sous-traitants payés directement, le titulaire fait parvenir au représentant de l'acheteur les pièces justificatives, établies par les sous-traitants, revêtus de son acceptation ou de son refus motivé, accompagnées d'une attestation indiquant les sommes à régler par le représentant de l'acheteur, à chaque sous-traitant concerné. Ces sommes tiennent compte d'une éventuelle variation dans les prix et incluent la TVA.

Dans le cas où plusieurs sous-traitants seraient impliqués dans une même facture, le titulaire doit faire parvenir l'ensemble des pièces justificatives relatives à ses sous-traitants dans un même envoi.

Il est précisé que le montant total des mandatements effectués au profit d'un sous-traitant ne peut excéder le montant maximum à sous-traiter.

Si le titulaire désire, durant l'exécution du marché, modifier le montant des prestations sous-traitées, il devra en faire préalablement la demande au représentant de l'acheteur par acte spécial modificatif.

Sous-traitance de second rang

Le sous-traitant de second rang doit être accepté et ses conditions de paiement agréées par le représentant de l'acheteur

A cet effet, le sous-traitant de premier rang établira un acte spécial de sous-traitance, accompagné des attestations sur l'honneur usuelles. Ces documents seront ensuite transmis au titulaire du marché, lequel les transmettra à son tour au représentant de l'acheteur, après avoir apposé sa signature sur l'acte spécial. Le sous-traitant de premier rang devra également fournir une caution (délégation de paiement interdite) délivrée par un établissement financier agréé.

En application de l'article L.2193-14 du Code de la commande publique, le non-respect de cette condition rend la sous-traitance nulle.

ARTICLE 7. - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

7.1 - Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de constituer une retenue de garantie.

7.2 - Avances

L'option A de l'article 11.1 du C.C.A.G/ PI s'applique au présent marché.

Une avance est versée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement lorsque les conditions cumulatives stipulées à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique sont remplies.

Le délai initial N d'exécution du marché étant supérieur à douze (12) mois, le montant de l'avance est égal au produit de 20 % du montant initial du marché par $12 / N$, N étant exprimé en mois.

Conformément à l'article R2191-7 du CCP, ce taux est porté à 30%, lorsque le titulaire est une PME mentionnée à l'article R2151-13.

Le paiement de l'avance intervient sans formalités dans le délai global de trente (30) jours compté à partir de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées, qui figure à un décompte mensuel atteindra ou dépassera soixante-cinq pour cent (65 %) du montant initial des prestations du titulaire. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingt pour cent (80 %) du montant des prestations du titulaire.

Le montant de l'avance ne sera pas révisé ni actualisé.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés dépasse le seuil fixé par le Code susvisé pour le versement de cette avance.

Le paiement de l'avance pour le sous-traitant intervient sans formalités dans le délai global de trente (30) jours compté à partir de la date de notification du sous-traitant sur SUBCLIC.

ARTICLE 8. - ADMISSION DES LIVRABLES ET PRESTATIONS

8.1. Opérations de vérification

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues au marché. Compte tenu de la nature des prestations à réaliser, par dérogation à l'article 28.5 du CCAG, la présence du titulaire n'est pas requise.

8.1.2. Délais de vérification

Conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G. / P.I., la décision d'admission, d'ajournement ou de rejet des prestations doit intervenir dans un délai de deux à compter de la date de remise des prestations par le titulaire.

Le délai d'admission des livrables court à compter de la date de réception du document par le représentant de l'acheteur, selon un mode de transmission permettant de déterminer de façon certaine sa date de réception.

8.2. Admission des livrables

Par dérogation aux articles 28.1 et 29 du C.C.A.G. / P.I., les livrables mentionnés au C.C.P. ne pourront être, après vérification, qu'acceptés, acceptés avec observations ou refusés par le représentant de l'acheteur.

En cas de refus, le titulaire devra reprendre ses études gratuitement, sans pouvoir prétendre à indemnité. Les pénalités de retard seront appliquées à compter du lendemain suivant le dernier jour du délai imparti initialement pour fournir le document, et ce jusqu'à la remise d'un nouveau livrable.

En cas d'acceptation avec observations, le titulaire devra reprendre ses études dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur ne pouvant être supérieur à 15 jours calendaires. Ce délai court à compter de la notification de la demande du représentant de l'acheteur. Le titulaire encourt de nouveau les pénalités pour retard s'il dépasse le nouveau délai accordé pour la reprise de ces études.

Dans les deux cas, le représentant de l'acheteur dispose, après présentation par le titulaire des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus, pour prendre une nouvelle décision.

8.3 - Admission des parties techniques

Par dérogation à l'article 29 du C.C.A.G./P.I., l'admission de chacune des parties techniques définies à l'article 1.3 du présent C.C.P. ne peut intervenir qu'après remise complète des documents qui s'y rapportent et qu'après que le titulaire ait rempli toutes ses obligations, le tout validé par ordre de service.

Conformément à l'article 29 du C.C.A.G./P.I., la décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des documents ou avis sera notifiée au titulaire dans le délai de deux mois à compter de la remise complète des documents se rapportant à la partie technique concernée.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-avant, la prestation est considérée comme refusée avec effet à compter de l'expiration du délai, par dérogation à l'article 29 du C.C.A.G./P.I.

En cas de rejet ou d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-avant.

8.4 - Achèvement de la mission

L'admission de la mission est prononcée par décision du représentant de l'acheteur, dans les conditions de l'article 29 du CCAG PI, constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations et uniquement après validation par ordre de service de l'ensemble des documents dus au titre de sa mission.

Conformément à l'article 29.4, en cas de rejet des prestations par le représentant de l'acheteur, le titulaire est tenu de reprendre à nouveau ses prestations à ses frais.

5. 8.5 - Certificat de bonne exécution de marché (CBEM).

L'ESID peut délivrer au titulaire du présent contrat, ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « Certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation de l'ESID qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. En effet, la délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles, si la relation commerciale s'est révélée difficile, ou si le contrat est résilié aux torts du titulaire ...

La demande d'attribution du CBEM est à adresser par le titulaire au service d'achat qui lui a notifié le marché.

ARTICLE 9. - ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

En application de l'article 22 du C.C.A.G./P.I., le représentant de l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue de chacune des parties techniques décrites à l'article 1.3 du présent C.C.P.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 10. RESILIATION DU MARCHÉ

10.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 40 du CCAG PI, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par l'acheteur, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage de 3%.

10.2. Résiliation pour autres motifs

Par dérogation à l'article 36 du CCAG PI, le représentant de l'acheteur se réserve le droit de mettre fin à ce marché à n'importe quel moment et sans indemnité pour ce titulaire :

- en cas de non-respect des clauses contractuelles du cahier des charges ;
- en cas de non-respect de la législation et de la réglementation du travail en vigueur ;
- en cas de violation des obligations mentionnées à l'article 1.4 (Dispositions particulières à la Défense) du présent CCP et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues ;
- en cas de décision ministérielle de dissolution ou de restructuration ayant une incidence sur le déroulement du marché.

Suite à résiliation, et en application des dispositions de l'article 27.1 du CCAG PI le représentant de

l'acheteur se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues.

ARTICLE 11. – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les définitions des « résultats » et des « connaissances antérieures » sont celles prévues à l'article 32 du C.C.A.G. / P.I.

11.1. Régime des connaissances antérieures

Conformément à l'article 33 du C.C.A.G. / P.I, la conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. L'acheteur, le titulaire du marché et les tiers désignés dans le marché restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

Lorsque le titulaire du marché incorpore des connaissances antérieures aux résultats et que ces dernières sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire du marché concède, à titre non exclusif, à l'acheteur et au tiers désignés dans le marché le droit d'utiliser de façon permanente, par tout moyen et sous toutes formes, les connaissances antérieures strictement nécessaires pour utiliser les résultats dans les conditions prévues par l'article 33.2 du C.C.A.G. / P.I.

A ce titre, le titulaire du marché s'engage à communiquer à l'acheteur au fur et à mesure du développement du résultat un rapport constitué de la liste complète des connaissances antérieures utilisées en précisant pour chacune d'elles les informations suivantes : nom du composant, nom du ou des auteurs, source (site internet, etc.), régime juridique. Un rapport est remis à l'acheteur avec la livraison finale du « résultat ».

Le titulaire du marché doit également s'assurer qu'il a acquis les droits permettant à l'acheteur de les exploiter dans le cadre du marché. Le cas échéant, les justificatifs utiles doivent être transmis.

11.2. Savoir-faire

La protection du savoir-faire ne peut être opposée à l'acheteur pour l'utilisation des résultats des prestations.

Les méthodes et le savoir-faire développés par le titulaire sont compris dans le marché.

11.3. Régime des résultats

Les stipulations de l'article 35 du C.C.A.G. / P.I. sont applicables et font parties intégrantes du présent marché.

L'acheteur se réserve le droit de diffuser ou transférer les droits sur les résultats à d'autres opérateurs économiques dans le cadre de la passation ou de la réalisation de contrats publics.

Le prix des droits d'utilisation des résultats est inclus forfaitairement dans le prix du marché.

Par dérogation à l'article 35.3.1, en raison de la nature des résultats (livrables), l'acheteur n'autorise pas le titulaire à exploiter, y compris à titre commercial, les résultats créés à l'occasion du marché.

11.4. Destruction des données

Les dispositions de l'article 31 du C.C.A.G. / P.I. sont applicables et font parties intégrantes du présent marché.

ARTICLE 12. - NON CANDIDATURE AUX MARCHES DE CONCEPTION ET DE REALISATION

Il est interdit au titulaire du présent marché, de se porter candidat au(x) marché(s) de conception et aux marchés de travaux ou de collaborer avec une des entreprises de travaux retenues, relatif à l'opération :

**Saint Germain en Laye – Quartier Général des Loges – Extension des bâtiments 97 et 98
Assistance à la maîtrise d'ouvrage relative aux aspects thermiques du projet
en vue du respect de la RE 2020**

De même, aucun lien juridique ne devra unir le titulaire du présent marché d'assistance à l'acheteur, ni à un candidat à l'opération de maîtrise d'œuvre privée, ni à une entreprise candidate au(x) marché(s) de travaux.

ARTICLE 13. – OBLIGATION DE TRANSMISSION DE DOCUMENTS.

13.1. Application de la réglementation du travail.

Conformément à l'article R.2143-8 du code de la commande publique, le titulaire du marché produit tous les six mois les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7, ou D. 8254-2 à D.8254-5 du Code du travail, et ce jusqu'à la date de fin du marché.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement à l'adresse suivante :

<https://www.e attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire en application de l'article 39.1 a) du C.C.A.G/PI. La date de début du délai de six mois est la date de remise des offres figurant en page de garde du règlement de la consultation.

En application de l'article D.8254-2 à 5 du Code du travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre à l'acheteur une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

13.2. Assurances.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités résultant de l'accomplissement de sa mission.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le défaut d'assurance entraînera la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire du marché.

ARTICLE 14. – DIFFERENDS ET LITIGES

A/ Règlement des litiges : Médiation

A défaut de résolution du litige ou différend de façon amiable conformément à l'article 12.B/ ci-après, l'entreprise peut saisir la mission ministérielle PME –

Point de contact : missionministérielle.pme@defense.gouv.fr .

Hors cette médiation interne au ministère des Armées, l'opérateur économique ou la personne publique peut demander à ce que les litiges et les différends éventuels nés à l'occasion de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre soient conformément à la réglementation soumis à la Médiation des entreprises. Le médiateur interne du ministère des armées et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable à leur litige ou leur différend. Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

B/ Règlement amiable et contentieux des différends et litiges

Le règlement des différents et litiges s'opère en application de l'article 43 du CCAG PI.

ARTICLE 15. - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Dérogation à l'article 3.8 du C.C.A.G./PI apportée par l'article 1.5.1 du C.C.P.
Dérogation à l'article 3.4.1 du C.C.A.G./PI apportée par l'article 1.6.2 du C.C.P.
Dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G./PI apportée par l'article 2.1 du C.C.P.
Dérogation à l'article 13.1.1 du C.C.A.G./PI apportée par l'article 4.1 du C.C.P.
Dérogation aux articles 14, 14.1, 14.1.3, 14.1.1 du C.C.A.G./PI apportée par l'article 4.2 du C.C.P.
Dérogation aux articles 28.5 du C.C.A.G./PI apportée par l'article 8.1 du C.C.P.
Dérogation aux articles 28.1 et 29 du C.C.A.G./PI apportée par l'article 8.2 du C.C.P.
Dérogation à l'article 29 du C.C.A.G./PI apportée par l'article 8.3 du C.C.P.
Dérogation à l'article 40 du C.C.A.G./PI apportée par l'article 10.1 du C.C.P.
Dérogation à l'article 36 du C.C.A.G./PI apportée par l'article 10.2 du C.C.P.
Dérogation à l'article 35.3.1 du C.C.A.G./PI apportée par l'article 11.3 du C.C.P.